

est, bien sûr, M. Green. Cela m'ennuie beaucoup, car j'ai énormément de respect et d'affection pour cet homme, même si je ne partage pas son avis. Je serais heureux de vous aider dans la mesure de mes moyens. Je pourrais notamment rédiger une note que vous pourriez lui donner, ou discuter de la question avec certains de ses collaborateurs, au premier chef Norman Robertson, qui l'encouragent dans sa résistance opiniâtre à l'idée que nous nous dotions d'un arsenal d'ogives » (document 326). Plus tard au cours de l'année, le ministre de la Défense, Douglas Harkness, déclare à ses collègues du Cabinet qu'« il y a un monde de différence entre les armes défensives dont nous souhaitons équiper les Forces canadiennes, et les bombes à hydrogène qui viennent immédiatement à l'esprit dès qu'il est question d'armes nucléaires. Les missiles BOMARC ne pourraient pas déclencher une guerre... Le gouvernement ne devrait pas perdre de temps et amorcer des négociations en vue d'un accord pour doter les Forces canadiennes d'armes nucléaires. Il faudrait, dans un premier temps, conclure un accord; ensuite, le gouvernement pourrait décider s'il veut vraiment équiper les Forces armées canadiennes d'armes nucléaires en conformité de cet accord, et à quel moment » (document 243). Toutefois, Robertson continue d'appuyer Green dans son opposition aux plans de Harkness. Certaines déclarations américaines ne font rien pour apaiser leur crainte d'un conflit nucléaire. Ainsi, le général Lauris Norstad déclare qu'il « peut envisager une demi-douzaine de situations où l'usage d'armes nucléaires par les forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord serait la seule action sensée possible » (document 295). Commentant une ébauche d'accord entre le Canada et les États-Unis rédigée par des fonctionnaires du ministère de la Défense nationale, Robertson et George Ignatieff avisent Green qu'il ne respecte pas « l'exigence que vous avez spécifiée, soit que les ministres devraient savoir à l'avance les obligations et les répercussions que cela entraînerait pour le Canada » (document 345). À la suite de la décision des Américains de reprendre les essais nucléaires, le premier ministre devient beaucoup moins réceptif aux arguments de Bryce et de Harkness. Il déclare : « que la position officielle maintenant adoptée par le président a coulé les armes nucléaires au Canada. À une autre occasion, il mentionne qu'il devient de plus en plus évident que le Canada ne se dotera pas d'armes nucléaires, à moins qu'il y ait une guerre » (document 360).

Contrairement aux années précédentes, à la fin de 1961, la possibilité qu'un conflit sérieux assombrisse les relations canado-américaines commence à déborder la question des armes nucléaires. Néanmoins, de nombreux dossiers litigieux continuent de se régler avec une relative facilité. Les relations entre le gouvernement canadien et le nouveau gouvernement Kennedy s'ouvrent sur une note prometteuse, le secrétaire d'État Dean Rusk ayant confié à l'ambassadeur canadien, Arnold Heeney, son enthousiasme à l'idée de maintenir la « relation spéciale » entre les deux pays, pour autant que cela puisse se faire « sans susciter de soupçon ou de ressentiment chez les autres proches alliés des États-Unis. » À cela, Heeney répond que la relation canado-américaine est « fondamentalement solide et amicale » et que « toute divergence vraiment sérieuse concernant des objectifs clés est improbable » (document 317).